



**DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE ET DE L'EMPLOI**  
Sous-Direction des Entreprises, de l'Innovation et de l'Enseignement Supérieur  
Service des Activités Commerciales sur le Domaine Public  
Bureau des Marchés de Quartier

Entre les soussignés :

- La Ville de Paris, représentée par sa Maire en exercice, en exécution de la délibération 2022 DAE 31 du Conseil de Paris des 31 mai au 3 juin 2022 et ci-après dénommée "la Ville", d'une part,
- Et, la société LOOMIS FRANCE dont le siège social est situé ZAC du Marcreux, 20 rue Marcel Carné 93300 AUBERVILIERS, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Bobigny, sous le numéro 479 048 597, titulaire de l'autorisation d'exercer n°AUT-093-2120-08-04-20210338096 délivrée par le Conseil National des Activités Privées de Sécurité le 04/08/2021<sup>(1)</sup>, représentée par M. Michel TRESCH , Président, et dûment habilité à agir au nom et pour le compte de ladite société, désigné ci-après « l'occupant », d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

**Préambule :** Il est précisé que la gestion du marché couvert Batignolles a été confiée par la Ville de Paris, dans le cadre d'une délégation de service public, à un gestionnaire privé, ci-après désigné « le gestionnaire ».  
LOOMIS France commercialise une offre globale de services fiduciaires sécurisés incluant l'exploitation d'un distributeur automatique de billets, dénommée l'« Offre Cash 24/7 ». Aux fins d'exploitation de l'Offre Cash 24/7, Loomis France a répondu à l'appel d'offres lancé par la Ville de Paris relatif à l'exploitation d'un local d'un distributeur automatique de billets.

### **Chapitre 1 : objet de la convention**

**Art.1.** La Ville de Paris autorise la société LOOMIS FRANCE, dont le siège social est situé ZAC du Marcreux, 20 rue Marcel Carné 93300 AUBERVILIERS, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Bobigny, sous le numéro 479 048 597, représentée par M. Michel TRESCH, président de la société LOOMIS FRANCE, et dûment habilité à agir au nom et pour le compte de ladite société, à occuper à titre précaire et révocable, sur le marché couvert Batignolles, 96 bis rue Lemer cier, 75017 Paris, l'emplacement énoncé au chapitre 3 ci-dessous en vue d'y installer et d'y exploiter un distributeur automatique de billets de banque permettant les retraits d'espèces.

### **Chapitre 2 : régime juridique de l'autorisation**

**Art.2.** L'occupant ne peut prétendre d'aucune manière au bénéfice des dispositions législatives relatives aux baux commerciaux et notamment à la propriété commerciale.

### **Chapitre 3 : désignation des locaux occupés**

**Art.3.** L'occupation est relative à l'exploitation d'un distributeur automatique de billets sur le marché couvert Batignolles (96 bis rue Lemer cier – Paris 17<sup>ème</sup>). La Ville de Paris mettra à disposition également de l'occupant une place de parking dédiée permettant l'arrêt d'un véhicule blindé le plus proche possible de l'emplacement du distributeur

---

<sup>1</sup> L'autorisation d'exercice ne confère aucune prérogative de puissance publique à l'entreprise ou aux personnes qui en bénéficient (L.612-14 du Code de la Sécurité Intérieure)

automatique de billets (DAB), avec le minimum de phase trottoir entre l'emplacement de la place de parking et celui du DAB.

Art.4. L'automate est installé dans un local d'une surface totale de 4 mètres carrés situé en rez-de-chaussée du marché couvert de Batignolles. La Ville déclare que le local a été construit antérieurement au 1er janvier 2013 et n'a fait l'objet d'aucune autorisation d'urbanisme postérieurement à cette date. La porte donnant accès à l'intérieur du local du distributeur est située sur la façade extérieure du marché côté rue Lemercier. L'écran de distribution des billets donne sur l'intérieur du marché.

#### **Chapitre 4 : durée de l'autorisation**

Art.5.- La convention est conclue pour une durée de cinq ans, à compter du 21 juin 2022.

#### **Chapitre 5 : Obligations de l'occupant**

Art.6. L'occupation est accordée à titre strictement personnel. Il est interdit à l'occupant de céder ou de transmettre, en totalité ou en partie, directement ou indirectement, les droits qu'il détient de la présente autorisation. Il est interdit à l'occupant de faire des lieux un usage autre que l'exploitation d'un distributeur automatique de billets.

Art.7. L'occupant est réputé avoir une connaissance parfaite de l'espace attribué et de son environnement, qu'il déclare accepter dans l'état dans lequel il se trouve. La Ville de Paris s'engage néanmoins à veiller à l'accessibilité du local, l'entretien et la propreté des abords du local.

Art.8. Aucun équipement, peinture, écriteau ou enseigne ne pourra être mis à l'extérieur sans l'autorisation préalable de la Ville de Paris. A cette fin, et sur la base d'un dossier technique qui sera transmis au bureau des marchés de quartier, la Ville de Paris autorise, dans le cadre des présentes, l'occupant à installer une enseigne lumineuse, à proximité du DAB, permettant de rendre visible le DAB (si l'enseigne lumineuse se situe en façade de bâtiment, la demande devra être faite auprès des services de la Direction de l'Urbanisme <https://guichetpro.paris.fr/crm/>) à installer, une caméra positionnée sur le devant du DAB ; à installer, sous réserve des autorisations administratives autres que celle de la Ville de Paris, une antenne télécom extérieur d'une dizaine de centimètre, située au-dessus du DAB, permettant une connexion des DAB au réseau 4G.

Art.9. L'occupant doit rembourser au gestionnaire du marché couvert Batignolles pour le compte de la Ville de Paris, sur présentation de justificatifs, les charges collectives afférentes à l'exploitation du distributeur automatique de billets.

Art.10. L'occupant garantit la Ville de Paris contre tout recours engagé par les tiers victimes de dommages résultant de l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des locaux occupés.

L'occupant doit assurer auprès de compagnies notoirement solvables, pour des montants suffisants, les biens autorisés, ses biens propres qui en sont l'accessoire ainsi que les risques inhérents à son exploitation.

Il communique à première demande, l'attestation responsabilité civile. En cas d'inexécution de cette obligation, la Ville de Paris peut appliquer une pénalité de 15 € HT par jour après une mise en demeure d'un mois restée sans effet adressée par LRAR.

L'occupant s'engage également à garantir les dommages occasionnés par la faute, la négligence ou l'imprudence de ses prestataires de services et fait son affaire personnelle des accidents ou incidents causés par lui et pouvant survenir du fait de l'utilisation des lieux, de telle sorte que la responsabilité de la Ville de Paris ne puisse, en aucune manière, dans ce cas précis, être mise en cause.

La responsabilité de la Ville de Paris ne pourra être mise en cause en cas de vols ou de dégradations commis par des tiers.

Art.11. L'occupant s'engage à maintenir constamment les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de salubrité. Il prend toutes les dispositions nécessaires pour les maintenir aux normes de sécurité.

Il entretient en bon état de conservation l'appareil compris dans l'espace occupé de telle façon que l'ensemble de l'établissement présente toujours un aspect esthétique et fonctionnel satisfaisant.

Art.12. Préalablement à la réalisation de travaux, l'occupant doit obtenir l'autorisation expresse de la Ville de Paris. Il doit à cet effet communiquer les plans et documents nécessaires à l'information de celle-ci, établis par des spécialistes de la profession et agréés par un organisme de contrôle.

L'occupant doit s'assurer que les aménagements qu'il réalise et ses équipements sont conformes à la réglementation relative aux établissements recevant du public et notamment celle concernant l'accessibilité des personnes handicapées.

La Ville de Paris peut à tout moment faire procéder au contrôle de la conformité des travaux, exécutés ou en cours d'exécution, aux normes en vigueur.

Tous les aménagements ou transformations exécutés sans l'autorisation préalable de la Ville de Paris peuvent être supprimés par décision de celle-ci aux frais et sous la responsabilité de l'occupant, sans préjudice des indemnités que la Ville de Paris pourrait lui réclamer. Aux termes des présentes, la Ville de Paris autorise l'occupant à réaliser, dans le local, l'ensemble des travaux infrastructurels inhérents à l'exploitation dans le local d'un distributeur automatique de billets, sous le contrôle des services techniques de la Ville de Paris et après autorisation écrite de celle-ci sur la base d'un dossier complet qui sera transmis au bureau des marchés de quartiers, y inclus le percement de(s) mur(s) permettant l'accès au distributeur automatique de billets par les usagers, la modification de la signalétique extérieure, (si la signalétique extérieure se situe en façade de bâtiment, la demande devra être faite auprès des services de la Direction de l'Urbanisme <https://guichetpro.paris.fr/crm/>) et l'installation de dispositifs de ventilation et de courants faibles et forts.

Art.13. L'occupant est responsable, pour toute la durée de la convention, des dommages pouvant résulter des constructions et des installations dont il est l'auteur dans les lieux autorisés.

Art.14. Contrairement à l'alimentation en billets du distributeur, le dispositif de distribution de billets est situé à l'intérieur du marché et ne sera disponible aux usagers que pendant les horaires du marché, qui sont ;

- Du mardi au vendredi de 9 h à 14 h et de 16h à 20h30
- Le samedi de 8h30 à 20h30
- Le dimanche 8h30 à 14 h

## **Chapitre 6 : redevance d'exploitation et charges d'exploitation**

Art.15. L'occupation est consentie moyennant le versement à la Ville de Paris d'une redevance annuelle, calculée sur la base du nombre de retraits mensuels. Si celui-ci est supérieur à 3800 retraits par mois, l'occupant verse une redevance de 0,20 € HT par retraits supplémentaires.

Le paiement de la redevance intervient en une seule fois, au plus tard trente jours après l'émission de l'avis d'échéance adressé à l'occupant. Le paiement aura lieu à terme échu, chaque année à la date anniversaire de la présente convention. En cas d'inexécution de cette obligation, la Ville de Paris appliquera une pénalité de 15 € HT par jour après une mise en demeure d'un mois restée sans effet adressée par LRAR.

Une rencontre est prévue entre les parties prenantes en cas de nombre de retraits inférieurs à 2500 retraits pendant 3 mois consécutifs.

En sus, l'occupant devra régler auprès du gestionnaire du marché les charges d'exploitation liées aux dépenses de fonctionnement qui ne pourront dépasser 1 600€ HT par an pendant toute la durée de la convention. Ces charges d'exploitation sont énumérées en annexe 1 de la convention. Le paiement aura lieu à terme échu, mensuellement ou trimestriellement.

Par ailleurs le distributeur automatique de billets possède son propre compteur électrique dans le local EDF, pour lequel l'occupant prendra l'abonnement à sa charge.

## **Chapitre 7 : contrôle d'exploitation**

Art.16. L'occupant s'engage à tenir la Ville de Paris informée des conditions d'exécution de la présente convention et à répondre à toute demande de renseignements et de documents s'y rapportant.

## **Chapitre 8 : confidentialité**

Art.17. La Ville de Paris et l'occupant s'engagent à considérer comme confidentiels toutes les informations et tous les documents de nature commerciale, concernant l'autre partie, et communiqués ou échangés à l'occasion ou pour les besoins de la présente autorisation, et notamment les documents mentionnés à l'article 17.

## **Chapitre 9 : résiliation de la convention**

Art.18. La convention peut être résiliée de plein droit par arrêté de la Maire de Paris sans indemnité pour l'occupant, lorsque ce dernier a fait l'objet d'une dissolution, lorsqu'une liquidation judiciaire est prononcée à son encontre ou lorsqu'il ne peut plus attester d'une inscription au registre du commerce et des sociétés. La résiliation prend effet à sa date de notification.

Art.19. La Maire de Paris peut également résilier la présente convention, sans indemnité, en cas de faute du concessionnaire qualifiée de délit ou lorsque celui-ci ne respecte pas l'une de ses obligations contractuelles. La résiliation est prononcée par arrêté de la Maire de Paris après mise en demeure d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception adressée par LRAR et demeurée infructueuse.

Art.20. La Maire de Paris peut également à tout moment résilier la présente convention pour un motif d'intérêt général, après indemnisation du concessionnaire pour les travaux non encore amortis et tout autre préjudice évalué d'un commun accord. En l'absence d'accord entre les parties, le préjudice induit par la résiliation est évalué par le tribunal administratif de Paris.

Art.21. Au terme d'un délai de trois ans à compter de la signature, l'occupant dispose du droit de dénoncer la présente convention à sa date anniversaire, à condition de déposer un préavis auprès de la Maire de Paris six mois avant la prise d'effet de cette résiliation.

Art.22. L'occupant est par ailleurs autorisé à mettre fin à la présente convention de manière anticipée à tout moment, par notification écrite adressée à la Ville de Paris moyennant le respect d'un délai de préavis de trente (30) jours calendaires, dans les cas suivants :

- (i) en cas de modification des lois et/ou réglementations des autorités de régulation compétentes et/ou des organismes de cartes de crédit qui sont applicables, de telle manière que l'exploitation de l'Offre Cash 24/7 devient impossible ou n'est plus conforme aux intérêts de l'occupant ;
- (ii) en cas de perte et/ou révocation et/ou modification et/ou suspension et/ou retard, à titre temporaire ou définitif, pour quelque cause que ce soit, des licences, autorisations, enregistrements, agréments requis dont l'occupant, ses sous-traitants ou partenaires sont titulaires aux fins d'exploitation de l'Offre Cash 24/7 dans les conditions convenues lors de la signature de la convention,
- (iii) en cas de perte et/ou révocation et/ou retrait et/ou suspension, à titre temporaire ou définitif par l'occupant de son adhésion à Visa et/ou MasterCard ;
- (iv) en cas d'introduction par les autorités de régulation compétentes et/ou Visa et/ou MasterCard de toute taxe supplémentaire ou restriction d'exploitation liée à tout ou partie des transactions effectuées par le distributeur automatique de billets;
- (v) en cas d'évolution de la réglementation relative aux transports de fonds, entraînant une impossibilité d'exploitation de l'Offre Cash 24/7 sans la mise en œuvre de travaux de mise à niveau;
- (vi) en cas de non atteinte par le distributeur automatique de billets de son seuil de rentabilité tel que défini par l'occupant ;
- (vii) en cas d'impossibilité technique d'installer le distributeur automatique de billets ou de travaux supplémentaires rendus nécessaires au moment de l'installation du distributeur automatique qui font peser sur l'occupant des coûts supplémentaires non budgétés au moment de la signature de la convention.

## Chapitre 10 : fin de la convention

Art.23. Les Parties conviennent expressément que l'ensemble des travaux réalisés par l'occupant dans le local aux fins d'exploitation de l'Offre Cash 24/7 feront accessions à la Ville de Paris en fin de jouissance, sans indemnité due de part ou d'autre à ce titre. Il est toutefois précisé en tant que de besoin que les équipements matériels et installations non fixés à demeure, et qui de ce fait ne peuvent être considérés comme immeubles par destination, à savoir notamment le distributeur automatique de billets et de ses accessoires de sécurité (caméras, centrale de télésurveillance, porte blindée etc.) et autres accessoires (enseigne, antenne télécom relative à la 4G etc.), resteront la propriété de l'occupant et devront être enlevés par elle avant restitution du local.

## Chapitre 11 : frais et taxes

Art.24. L'occupant acquitte, sans aucun recours contre la Ville de Paris, les contributions personnelles, mobilières et autres impôts et taxes dont il est redevable en raison de son activité et mis à la charge des locataires.

Fait en double exemplaire le 23/03/2022

L'occupant

Pour la Maire de Paris et par délégation  
Le Directeur de l'attractivité et de l'emploi

Michel TRESCH

Dominique FRENTZ



## ANNEXE N° 1

### Liste des dépenses de fonctionnement et d'exploitation des marchés couverts à répercuter par le gestionnaire du marché sur les exploitants de distributeur automatique de billets, titulaires d'une convention

#### 1) Pendant la période du 21 juin 2022 au 31 décembre 2022 :

- Frais de personnel (rémunérations et charges sociales du personnel d'entretien selon la quote part de 4 m<sup>2</sup> représentant la superficie des locaux loués)
- Abonnement et consommation d'électricité et d'eau,
- Nettoyage des locaux (excepté l'intérieur du local DAB celui-ci étant à la charge de la société LOOMIS) et enlèvement des déchets autres que les biodéchets selon la quote part de 4 m<sup>2</sup> représentant la superficie des locaux loués
- Entretien complet et réparation des bâtiments et équipements à la charge du gestionnaire selon la quote part de 4 m<sup>2</sup> représentant la superficie des locaux loués
- Assurances
- Frais de siège
- Impôts et taxes
- Dépenses de communication et d'animation selon la quote-part de 4 m<sup>2</sup> représentant la superficie des locaux loués
- 

#### 2) Du 1<sup>er</sup> janvier 2023 jusqu'au terme de la convention :

- Frais de personnel (rémunérations et charges sociales du personnel d'entretien)
- Nettoyage des locaux (excepté l'intérieur du local DAB celui-ci étant à la charge de la société LOOMIS) selon la quote-part de 4 m<sup>2</sup> représentant la superficie des locaux loués
- Entretien complet et réparation des bâtiments et équipements à la charge du gestionnaire selon la quote-part de 4 m<sup>2</sup> représentant la superficie des locaux loués
- Assurances
- Frais de siège
- Impôts et taxes